

Burundi : plus d 1.200 enfants abandonnent l'École cause de la pauvreté

Arrib News, 08/11/2013 Source Xinhua Le directeur général de l'Administration de l'Enseignement de Base au ministère burundais chargé de l'Enseignement de Base et Secondaire, Anatole Niyonkuru, a révélé vendredi à Bujumbura que 1.246 enfants ont déjà abandonné au cours de cette année scolaire 2012-2013 principalement cause de la pauvreté et des ménages. M. Niyonkuru, qui procédait à la réception des résultats du travail d'identification des « Enfants en Situation de Travail et d'Abandon Scolaire » (ESTAS) réalisé du 18 août au 16 septembre 2013 sur l'ensemble du territoire burundais dans le cadre de la campagne nationale pour le retour, le maintien et l'achèvement de l'école fondamentale d'urgence « BACK TO SCHOOL », a précisé que pour leur survie, ces enfants recourent à des travaux qui les privent de leurs droits fondamentaux.

« Ce chiffre n'est pas exhaustif, mais reflète la triste réalité de ce phénomène », a signalé M. Niyonkuru en ajoutant que les autorités burundaises sont inquiètes de la montée vertigineuse des ESTAS. Face à ce phénomène, a-t-il dit, tous les partenaires du système éducatif burundais sont déterminés à conjuguer leurs efforts et à coordonner leurs actions en visant le retour massif et le maintien des ESTAS à l'école fondamentale. Les autorités scolaires, a-t-il ajouté, voudraient aussi que l'achèvement de l'école fondamentale se fasse avec succès. Le directeur général Niyonkuru a souligné que cette évaluation de l'état des lieux du phénomène des ESTAS, était un préalable pour pouvoir planifier une rentrée scolaire de ces derniers pour l'année scolaire 2013-2014. Selon M. Godefroid Ndayisaba, consultant ayant conduit ce travail d'identification des ESTAS en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le faible niveau économique des familles, constitue l'un des principaux obstacles au maintien des enfants à l'école, en l'occurrence pour ceux issus des catégories les plus vulnérables. L'expert Ndayisaba a rappelé qu'un des principes directeurs de la feuille de route adoptée par la Conférence de la Haye en 2010 stipule que "ce sont les gouvernements qui ont en premier lieu la responsabilité de faire exécuter le droit à l'éducation pour tous les enfants et d'éliminer les pires formes de travail des enfants".